

ÉCRIVEZ UNE LETTRE, CHANGEZ UNE VIE

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



ÉCRIVEZ UNE LETTRE, CHANGEZ UNE VIE

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



Vous vous apprêtez à lire le kit de rédaction de lettres d'Amnesty International pour *Écrire pour les droits*. Vous y trouverez tout ce dont vous avez besoin pour participer avec succès à l'édition 2025 de cette campagne.

Écrire pour les droits change des vies et vos mots comptent.

Les personnes mises en avant dans la campagne de cette année viennent du monde entier. Une élèveuse de rennes autochtone qui lutte pour protéger les terres de sa communauté en Norvège, un photjournaliste emprisonné pour son travail sur un cyclone au Myanmar, un petit garçon mort après être tombé dans les latrines à fosse de sa garderie en Afrique du Sud... toutes ces personnes ont un point commun : leurs droits humains ont été bafoués.

La campagne de cette année met entre autres en avant des personnes en première ligne du changement climatique et de la destruction de l'environnement qui se battent pour protéger leurs communautés des sécheresses, des torchères, des projets de développement et de la pollution.

Écrire pour les droits vous donne l'opportunité de changer réellement la vie de ces personnes : celle des neuf personnes et groupes mentionnés par la campagne de cette année, mais également celle des familles, communautés et réseaux qui les entourent.

Vous êtes ici parce que vous refusez de vous taire face aux violations des droits humains. Vous voulez agir. Que vous meniez cette action seul·e ou avec des ami·e·s, des camarades de classe ou votre famille, vos mots changeront des vies.

**ÉCRIVEZ UNE LETTRE,
CHANGEZ UNE VIE**





**ÉCRIRE
POUR LES
DROITS**

AMNESTY
INTERNATIONAL



« Non seulement cette campagne a sensibilisé le public à l'histoire de Rocky, mais elle l'a fait de sorte à lui rendre hommage en tant que personne, père et grand-père. Je sais que la vague de soutien a été extrêmement précieuse pour Rocky, et savoir qu'autant de personnes se sont senties prêtes à agir est très inspirant. »

Miriam Bankston, membre de l'équipe juridique de Rocky Myers, États-Unis

Rocky Myers, un homme noir présentant une déficience intellectuelle, a passé plus de 30 ans dans le quartier des condamnés à mort en Alabama, pour meurtre. Il a été déclaré coupable sur la base de témoignages entachés d'incohérences et d'allégations de pression policière. Il a été condamné à mort par un juge qui n'a pas tenu compte de la recommandation plus clémentine du jury, une pratique pourtant abolie en Alabama en 2017. Cette nouvelle règle n'a été appliquée rétrospectivement ni à Rocky ni à d'autres personnes dans le même cas.

Rocky a été mis en avant dans la campagne *Écrire pour les droits* 2023, ce qui a engendré un immense mouvement mondial réclamant à la gouverneure de l'Alabama de le gracier et de commuer sa peine. Une décision en ce sens a été rendue en février 2025. Le combat de Rocky pour la justice n'est pas terminé, car sa condamnation à mort a été commuée en une peine de réclusion à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle, mais il ne vit plus sous la menace d'une exécution.



ÉCRIRE POUR LES DROITS, QU'EST-CE QUE C'EST ?

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



Une lettre peut changer la vie de quelqu'un. C'est le principe d'*Écrire pour les droits*, notre campagne mondiale de rédaction de lettres.

Il y a un peu plus de 20 ans en Pologne, un petit groupe de militant·e·s a décidé d'organiser un marathon des lettres pendant 24 heures à l'occasion de la Journée des droits de l'homme, le 10 décembre. L'idée a fait son chemin et *Écrire pour les droits* est devenue la plus grande campagne de défense des droits humains dans le monde.

Chaque année en décembre, nos sympathisant·e·s à travers le globe écrivent des millions de lettres, signent des pétitions et publient des messages sur les réseaux sociaux pour celles et ceux dont les droits les plus fondamentaux sont ou ont été bafoués.

Ces sympathisant·e·s forment une communauté enthousiaste de gens comme vous, qui perpétuent une longue tradition de rédaction de lettres pour réparer les plus grandes injustices dans le monde.



ÉCRIRE POUR LES DROITS, COMMENT ÇA MARCHE ?

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



1

Dans plus de 200 pays et territoires, des personnes participent à toutes sortes d'événements.

2

Elles écrivent des millions de lettres, de courriels et de messages sur les réseaux sociaux, et signent des pétitions.

3

Elles soutiennent des personnes dont les droits ont été bafoués.

4

Elles font pression sur des gouvernements, des dirigeant·e·s et des décideur·deuses.

5

Elles expriment leur soutien et leur compassion envers des personnes en danger et leur famille.

6

Elles font bouger les choses en contribuant à la libération de militant·e·s, en obtenant justice pour des personnes dont les droits ont été bafoués et en protégeant celles et ceux qui luttent pour le changement.

POURQUOI DEVONS-NOUS AGIR ?

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



Dans de nombreux pays, les libertés, par exemple celles de dénoncer l'injustice et de ne pas faire l'objet de discrimination, sont menacées. Vos lettres, vos mots et vos actions pousseront les autorités à prendre des mesures immédiates pour que

les auteurs d'atteintes aux droits humains soient traduits en justice.

À QUI ÉCRIVONS-NOUS ?

Chaque année, nous demandons à nos sympathisant·e·s d'écrire deux types de lettres : Une à la personne disposant de l'autorité nécessaire pour aider à faire changer les choses (président·e,

procureur·e général·e, ministre). Et une à la personne ou au groupe pour qui nous nous battons, afin de lui témoigner notre soutien.



EST-CE QUE ÇA MARCHE ?

Oui ! Chaque année, de véritables changements surviennent grâce à vos lettres et vos actions. Des personnes injustement emprisonnées sont libérées, des responsables de violences sont traduits en justice, et des détenu·e·s reçoivent un traitement plus humain.

QUAND EST-CE QUE ÇA SE PASSE ?

La campagne *Écrire pour les droits* est axée sur la Journée des droits de l'homme le 10 décembre. Toutefois, les dates précises peuvent varier selon le pays où vous vivez. Consultez le site web de votre entité locale d'Amnesty pour en savoir plus.

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL





« Vous nous avez écrit au moment où nous en avons le plus besoin. Mon fils était malade, ma mère était malade. Ma mère avait été très affectée par mon emprisonnement, elle était très affaiblie. La campagne lui a donné de la force. Elle nous a toutes et tous encouragés. Je ne saurais remercier assez Amnesty. »

Dorgelesse Nguessan, du Cameroun

En septembre 2020, des inquiétudes quant à la situation économique du Cameroun ont amené Dorgelesse Nguessan à manifester pour la première fois. Lors de ces événements pacifiques, Dorgelesse a été arrêtée. Inculpée d'« insurrection, attroupement, réunions et manifestations publiques », elle a été condamnée à cinq ans d'emprisonnement. Après sa participation à *Écrire pour les droits* 2022, Dorgelesse a été libérée en janvier 2025 et a pu retrouver sa famille.

COMMENT ÉCRIRE POUR LES DROITS

ÉCRIRE POUR LES DROITS

AMNESTY INTERNATIONAL



1 LISEZ LA PRÉSENTATION DE CHAQUE CAS

Cette année, *Écrire pour les droits* met en avant des personnes diverses, jeunes ou âgées, qui ont vu leurs libertés bafouées.

Elles sont originaires de neuf pays différents et vous trouverez neuf fiches de présentation à la fin de ce kit, résumant leur parcours. Nous vous invitons à les lire.

2 IMPRIMEZ NOTRE PAPIER À LETTRES SPÉCIAL

Nous avons créé du papier à lettres pour l'occasion, que vous pouvez télécharger et imprimer. Vous pouvez l'utiliser pour n'importe laquelle de vos lettres dans le cadre d'*Écrire pour les droits*.

3 ÉCRIVEZ VOS LETTRES

Au dos de chaque fiche de présentation se trouvent deux adresses.

L'une est celle d'un membre du gouvernement ou des autorités : c'est l'adresse cible. Il s'agit de la personne que nous voulons pousser à intervenir en faveur des individus ou groupes mis en avant (pour simplifier les choses, ces adresses figurent sur les exemples de lettres aux cibles, voir le point 4 pour plus d'information).

L'autre est celle de la personne que nous voulons aider ou de l'un·e de ses proches. C'est l'occasion de lui écrire un message personnel d'amitié ou de soutien. N'hésitez pas à dessiner et à faire appel à votre créativité.



COMMENT ÉCRIRE POUR LES DROITS

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



4 UTILISEZ LES MODÈLES DE LETTRES ADRESSÉES AUX CIBLES SI BESOIN

Ce kit contient neuf modèles de lettres aux destinataires cibles. Vous pouvez les recopier à la main (ce qui est très bien !) ou les remanier en ajoutant vos propres mots (encore mieux !).

Vous pouvez en écrire autant que vous voulez.

5 PUBLIEZ VOTRE LETTRE EN LIGNE ET IDENTIFIEZ-NOUS

Une fois votre lettre écrite, prenez-la en photo (ou une partie seulement) et publiez-la sur les réseaux sociaux, en utilisant le hashtag #W4R25. Identifiez aussi @amnesty sur X et Instagram pour que nous puissions vous voir.

6 ENVOYEZ VOTRE LETTRE PAR LA POSTE !

Vous avez écrit à un-e représentant-e gouvernemental-e ou à quelqu'un qui a vraiment besoin de votre soutien dès maintenant. Pensez bien à mettre cette lettre dans une enveloppe timbrée et à l'envoyer. Vos mots changeront une vie. Merci !



POURQUOI LA SOLIDARITÉ COMPTE

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



Vous pourriez penser qu'écrire à quelqu'un que vous ne connaissez pas ne fera aucune différence, ou que cette personne n'a pas envie de recevoir un message de votre part. Mais lorsque vous êtes enfermé·e ou que vous craignez pour votre vie,

ou si vous cherchez désespérément à obtenir justice pour un·e de vos proches, savoir que quelqu'un croit en vous peut avoir une grande importance. Ces personnes ont peut-être peur ou se sentent seules, et vos mots leur apporteront réconfort et espoir.

« En tant que militant rohingya des droits humains, je suis extrêmement reconnaissant de la campagne *Écrire pour les droits*, qui m'a donné une plateforme importante et est devenue un vrai facteur de changement. Je suis passé d'un coin du plus grand camp de réfugié·e·s du monde à la scène mondiale. C'est un changement qui a été formateur, et il prouve le pouvoir des actions collectives dans la lutte pour les droits humains. « La campagne *Écrire pour les droits* n'a pas seulement amplifié ma voix, elle a aussi tissé une toile mondiale de soutien, de solidarité et d'amitié, témoignage de l'infatigable combat des personnes engagées pour la justice et les droits humains. »

Maung Sawyeddollah, survivant des atrocités commises envers les Rohingyas et militant des droits humains

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



Grâce à la solidarité qu'il a reçue en 2023, Maung Sawyeddollah a senti le soutien d'une communauté mondiale d'allié·e·s, permettant de continuer à faire vivre en lui la flamme de l'espoir après la campagne d'homicides et de violence menée par l'armée contre les personnes appartenant au groupe ethnique rohingya, à laquelle il a survécu. Il était l'une des figures principales des militant·e·s rohingyas engagés dans la quête pour obtenir justice et réparation de la part de Meta, société mère de Facebook, pour son rôle dans les souffrances et le déplacement de leur communauté. En 2023, il s'est retrouvé en grave danger dans le camp de réfugié·e·s au Bangladesh, en raison de son travail en faveur des droits humains. En août 2024, il a obtenu un visa de sortie du territoire bangladais et un visa étudiant lui permettant d'intégrer une université aux États-Unis, ce qui a sans doute été rendu possible par l'importante publicité suscitée par la campagne *Écrire pour les droits* 2023.



MODÈLES DE LETTRES AUX DESTINATAIRES CIBLES

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



Voici neuf modèles de lettre aux destinataires cibles. Nous vous invitons à les recopier à la main ou, encore mieux, à les remanier en ajoutant vos propres mots. Vous pouvez utiliser notre papier à lettres spécial ou votre propre papier. Vous pouvez en envoyer autant que vous voulez. Si vous êtes déjà passé·e à l'action en ligne, nous vous conseillons plutôt d'écrire une lettre de solidarité. Si vous souhaitez seulement rédiger une lettre de solidarité, c'est parfait aussi !

Amnesty International est un mouvement mondial réunissant plus de 10 millions de personnes qui agissent pour que les droits fondamentaux de chaque individu soient respectés.

La vision d'Amnesty International est celle d'un monde où chacun·e peut se prévaloir de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres textes internationaux relatifs aux droits humains.

Essentiellement financée par ses membres et les dons de particuliers, Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, de toute tendance politique, de toute puissance économique et de tout groupement religieux.



MODÈLES DE LETTRES AUX DESTINATAIRES CIBLES

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



DAMISOA

📍 Madagascar

Directeur général

Bureau national de gestion
des risques et des catastrophes
Avaratra Antanimora Route
Mausolée Antananarivo 101
Madagascar

Monsieur le directeur général,

En 2021, Damisoa et sa famille ont fui la région Androy pour échapper à la famine causée par une sécheresse dévastatrice. Lorsqu'ils sont arrivés dans la région Boeny, le gouvernement les a réinstallés sur un site où il est impossible de cultiver la terre, et où des eaux aux courants rapides et infestées de crocodiles entravent régulièrement l'accès à la nourriture, à l'eau et à des installations sanitaires.

Les personnes déplacées par la famine qui vivent désormais dans la région Boeny, à l'instar de Damisoa et des autres résident-e-s du site, ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence. Or actuellement, celle-ci est presque exclusivement consacrée aux régions du sud de Madagascar, ravagées par les sécheresses.

Je vous prie donc instamment de prendre de toute urgence des mesures pour garantir les droits humains des personnes déplacées qui vivent actuellement dans la région Boeny et dans le reste du pays, et de faire appel à des agences humanitaires et à d'autres acteurs concernés pour ce faire.

Veuillez agréer, Monsieur le directeur général, l'expression de ma haute considération.



ELLINOR GUTTORM UTSI

📍 Norvège

Premier ministre norvégien

Office of the Prime Minister
PO Box 8001 Dep
0030 Oslo
Norvège

Monsieur le Premier ministre,

Ellinor Guttorm Utsi, représentante du peuple autochtone sâme, travaille sans relâche pour protéger le mode de vie ancestral de sa communauté éleveuse de rennes du nord de la Norvège. En 2023, des projets prévoyant l'installation de centaines d'éoliennes directement sur les pâturages d'été des rennes à Čorgaš ont été présentés, menaçant d'endommager les terres concernées, de perturber les itinéraires de transhumance des animaux et de détruire la culture de la communauté d'Ellinor. Malgré une vive opposition, les autorités se hâtent d'accorder des autorisations pour ces projets.

Je vous demande de protéger les droits des communautés sâmes qui pratiquent l'élevage de rennes, en mettant immédiatement un terme aux projets industriels éoliens qui menacent leurs terres et leur mode de vie : ils ne peuvent pas avoir lieu sans le consentement préalable des Sâmes, donné librement et en connaissance de cause.

Veuillez agréer, monsieur le Premier ministre, l'expression de ma haute considération.

MODÈLES DE LETTRES AUX DESTINATAIRES CIBLES

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



UNECEBO MBOTENI

📍 Afrique du Sud

Ministre de l'Éducation de base
Ministère de l'Éducation de
base
Private bag X9034
Cape Town, 8000
Afrique du Sud

Madame la Ministre,

Je vous écris pour réclamer justice pour Unecebo Mboteni. En avril 2024 dans la province du Cap-Est, ce petit garçon de trois ans est décédé après être tombé dans les latrines à fosse de sa garderie, le « Little Champions Day Care Centre ».

Un an plus tard, ni la garderie ni votre ministère n'ont contacté la famille pour lui dire si les latrines à fosse avaient été détruites ou pour la renseigner de l'avancée de l'enquête sur la mort d'Unecebo. Les parents ont également été informés que l'enquête pourrait prendre des années.

Je vous prie de faire en sorte que l'enquête sur la mort d'Unecebo soit menée à bien rapidement, que les résultats soient publiés et que les responsables soient traduits en justice.

Veuillez agréer, madame la Ministre, l'expression de ma haute considération.



MOTHER NATURE CAMBODIA

📍 Cambodge

Premier ministre du Cambodge

À envoyer à l'ambassade
ou au consulat du Cambodge
dans votre pays ou
dans un pays voisin.

Monsieur le Premier ministre,

Mother Nature Cambodia défend courageusement l'environnement cambodgien depuis 2013. Pourtant, depuis 2016, les membres du groupe ont à plusieurs reprises été la cible d'interpellations et de poursuites de la part des autorités, simplement pour avoir protégé l'environnement et exercé leur droit à la liberté d'expression. En juin 2024, six membres ont été condamné-e-s à des peines allant de six à huit ans de prison. Une militante du groupe a fui le Cambodge pour poursuivre leur travail, mais les cinq autres continuent de subir de très dures conditions carcérales, non conformes aux normes internationales relatives aux droits humains.

Je vous prie instamment de libérer immédiatement et sans condition les cinq militant-e-s en détention et d'annuler toutes les condamnations prononcées contre les membres de Mother Nature Cambodia.

Personne ne devrait aller en prison pour avoir défendu la planète.

Veuillez agréer, monsieur le Premier ministre, l'expression de ma haute considération.

MODÈLES DE LETTRES AUX DESTINATAIRES CIBLES

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



JUAN LÓPEZ

📍 Honduras

Procureur général

Public Prosecutor's Office
Avenida República Dominicana
Colonia Lomas del Guijarro
Tegucigalpa, M.D.C.
Honduras

Monsieur le Procureur général,

Juan López était un père et un mari aimant, qui défendait sans relâche son environnement du nord du Honduras face aux projets miniers et énergétiques menaçant les rivières, les forêts et le parc national Carlos Escaleras Mejía. Le 14 septembre 2024, il venait de sortir de l'église quand il a été abattu dans sa voiture par un individu masqué.

Je vous écris pour vous demander de mener dans les meilleurs délais une enquête indépendante et impartiale sur l'homicide de Juan López. Tous les responsables présumés de ce crime doivent être traduits en justice dans le cadre de procès équitables, y compris les commanditaires.

Veuillez agréer, monsieur le Procureur général, l'expression de ma haute considération.



SONIA DAHMANI

📍 Tunisie

**Président de la République
tunisienne**

Palais présidentiel de Carthage
Route de la Goulette
Site archéologique de Carthage
Tunis
Tunisie

Monsieur le Président,

Sonia Dahmani est une avocate et chroniqueuse qui a dédié sa vie à la défense des droits humains. Le 11 mai 2024, elle a été arrêtée par les forces de sécurité. Elle a été condamnée sans preuve pour « diffusion de fausses nouvelles », et des enquêtes la visant pour d'autres motifs politiques sont encore en cours. Elle est maintenue en détention dans des conditions inhumaines. Elle est privée d'accès aux soins et notamment aux médicaments dont elle a besoin.

Je vous prie instamment de libérer immédiatement et sans condition Sonia Dahmani, d'annuler ses condamnations et d'abandonner toutes les charges retenues contre elles, car elle est détenue uniquement pour avoir exercé son droit à la liberté d'expression.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

MODÈLES DE LETTRES AUX DESTINATAIRES CIBLES

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



SAI ZAW THAIKE

📍 Myanmar

Junte militaire du Myanmar

À envoyer à l'ambassade
ou au consulat du Myanmar
dans votre pays ou
dans un pays voisin.

À la Junte militaire du Myanmar,

*Je vous écris pour vous demander de libérer immédiatement
le photojournaliste Sai Zaw Thaike.*

*Sai Zaw a été persécuté pour son travail au sujet des destructions
causées par le cyclone Mocha. En 2023, il a été arrêté et condamné
par un tribunal militaire à 20 ans de prison. Il a subi des périodes
de détention à l'isolement et des passages à tabac par le personnel
pénitentiaire.*

Sai Zaw Thaike doit être remis en liberté immédiatement.

Veuillez agréer l'expression de ma haute considération.



MAKHABAT TAZHIBEK KYZY

📍 Kirghizistan

Procureur général

Prosecutor General's Office
Toktonaliev Street, 139
Bishkek
720040
Kirghizistan

Monsieur le Procureur général,

*Je vous demande de libérer la journaliste Makhabat Tazhibek kyzy,
de réouvrir son dossier pour le réexaminer et de faire en sorte qu'elle soit
entièrement acquittée et puisse poursuivre ses activités professionnelles
au Kirghizistan sans restrictions injustifiées.*

*En octobre 2024, Makhabat a été condamnée à six ans de prison.
Elle a été poursuivie pour « appels à la violence contre les citoyens »
et « appels à la désobéissance active et à des émeutes de masse ».
Pourtant, aucun élément de preuve ne vient corroborer ces chefs
d'inculpation.*

*Makhabat doit être libérée et autorisée à retrouver son fils, qui grandit
actuellement sans sa mère.*

*Veuillez agréer, monsieur le Procureur général, l'expression de ma haute
considération.*

MODÈLES DE LETTRES AUX DESTINATAIRES CIBLES

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



GUERRERAS POR LA AMAZONÍA

📍 Équateur



Président de l'Équateur

Palacio de Carondelet
García Moreno N10-43 entre
Chile y Espejo
Quito 170401
Équateur

Monsieur le Président,

Les Guerreras por la Amazonía se battent aux côtés de l'Union des personnes affectées par les opérations de Texaco ainsi que du collectif Eliminen los Mecheros, Enciendan la Vida (« Éliminez les torchères, rallumez la vie ») dans le but d'éliminer le torchage du gaz, qui dégage des fumées toxiques et représente une catastrophe environnementale pour leurs communautés. En 2021, une décision historique a été rendue, exigeant du gouvernement équatorien qu'il mette fin à l'utilisation des torchères. Pourtant, elles brûlent encore.

Je m'inquiète pour les jeunes défenseuses concernées, stigmatisées et confrontées à une violente intimidation. Plutôt que d'enquêter sur les menaces dont elles font l'objet, les autorités leur ont fait savoir qu'elles ne bénéficieraient d'une protection qu'à condition de cesser leurs activités militantes.

Je vous prie de respecter la décision exigeant l'élimination des torchères et de protéger les défenseur-e-s de l'environnement.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.



**ÉCRIRE
POUR LES
DROITS**

AMNESTY
INTERNATIONAL



DÉPLACÉ·E·S À CAUSE DES SÉCHERESSES ET CONFRONTÉ·E·S À LA FAMINE

Damisoa

📍 Madagascar





En 2021, Damisoa et sa famille ont été contraints de quitter leur foyer de la région Androy, dans le sud de Madagascar. Il n'y avait plus assez de nourriture pour survivre à cause de la sécheresse, aggravée par le changement climatique.

Après un périlleux voyage de quatre mois et de 1 500 km, ils ont atteint la région Boeny, dans le nord-ouest du pays, portés par l'espoir d'une vie meilleure. Mais les conditions de vie étaient toujours extrêmement difficiles. En 2023, Damisoa et sa famille se sont vu attribuer une minuscule case de 5 m² sur un site de réinstallation. À chaque saison des pluies, le niveau de la rivière Kamoro monte, encerclant le site avec des eaux souvent infestées de crocodiles et au courant rapide. Il devient donc très dangereux de quitter les lieux. Le camp est situé sur une terre aride et l'accès à la nourriture, à l'eau potable et aux soins de santé est limité. Au début de l'année 2025, la nièce de Damisoa est morte peu après sa naissance lorsque sa mère, affaiblie par la faim et la soif, s'est retrouvée incapable de l'allaiter. Nommé responsable du site par le gouvernement, Damisoa a dénoncé les conditions de vie dégradantes subies par les résident-e-s. Toutes ses requêtes à ce sujet sont néanmoins restées sans réponse.

Les personnes déplacées par la famine qui vivent désormais dans la région Boeny, à l'instar de Damisoa et des autres résident-e-s du site, ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence. Or actuellement, celle-ci est presque exclusivement consacrée aux régions du sud de Madagascar, ravagées par les sécheresses.

Demandez dès maintenant au gouvernement de prendre des mesures urgentes pour aider Damisoa et les autres personnes déplacées par la sécheresse à Madagascar qui font face à la famine, à la perte de leur logement et à d'autres difficultés.

ÉCRIVEZ AU DIRECTEUR GÉNÉRAL DU BUREAU NATIONAL DE GESTION DES RISQUES ET DES CATASTROPHES

Appelez les autorités à prendre de toute urgence des mesures pour garantir les droits humains des personnes déplacées qui vivent actuellement dans la région Boeny et dans le reste du pays. Pour ce faire, demandez-leur de faire appel au soutien des agences humanitaires et des autres acteurs concernés.

ADRESSE : Directeur général
Bureau national de gestion des
risques et des catastrophes
Avaratra Antanimora Route Mausolée
Antananarivo 101
Madagascar

**FORMULE
D'APPEL :** Monsieur le directeur général
COURRIEL : bngrc.gov.mg/contact &
elackandriakaja@yahoo.fr
FACEBOOK : www.facebook.com/BNGRCMID
X : @BngrcMada
INSTAGRAM : [bngrc_madagascar](https://www.instagram.com/bngrc_madagascar)
HASHTAGS : #W4R25

MONTREZ À DAMISOA ET À SA COMMUNAUTÉ QUE LE MONDE EST À LEURS CÔTÉS

Envoyez un message de soutien à Damisoa et à sa communauté. Pour contourner la barrière de la langue, vous pouvez envoyer des dessins. Vous pouvez par exemple dessiner des plantes et des fleurs, car Damisoa est profondément connecté à la nature en raison de son travail.

ADRESSE : Damisoa
c/o Lot 84bis secteur 5 Manjarisoa
401 Mahajanga I
Boeny
Madagascar

HASHTAGS : #W4R25

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



UN COMBAT POUR PROTÉGER LEURS TERRES ANCESTRALES ET LEUR CULTURE

Ellinor Guttorm Utsi

📍 Norvège





Norvège

Ellinor Guttorm Utsi est une femme autochtone sâme et une représentante dévouée qui lutte pour protéger le mode de vie ancestral de sa communauté, basé sur l'élevage de rennes, dans le nord de la Norvège. En tant que porte-parole, elle défend les droits de sa famille et de son peuple, qui suivent les routes de la transhumance saisonnière à travers l'Arctique depuis des générations. Ils dépendent des pâturages d'été des terres de Čorgaš, actuellement menacées.

L'élevage de rennes se trouve au cœur du système alimentaire des Sâmes, qui dépendent de la transhumance et de l'accès aux pâturages à travers l'Arctique pour produire leur nourriture, leurs vêtements et leur artisanat de manière durable. Ellinor se trouve aux avant-postes des efforts pour la défense des droits à la terre et des droits culturels de sa communauté, mettant en lumière les luttes actuelles des populations autochtones, prises en étau entre des problématiques de changement climatique, de droits à la terre menacés et de développement des énergies renouvelables.

En 2023, des projets prévoyant l'installation de plusieurs centaines d'éoliennes sur le territoire sâme, dont un grand nombre directement sur les pâturages d'été de la communauté d'Ellinor, ont été présentés. Ces projets colossaux entraîneraient la construction de centaines d'éoliennes, de routes et de lignes électriques qui morcelleraient le territoire, perturberaient la transhumance des rennes et détruiraient un mode de vie profondément lié à la nature.

Malgré une vive opposition, les autorités norvégiennes se hâtent d'accorder les autorisations pour ces projets. Ellinor œuvre sans relâche pour que les voix des Sâmes soient entendues et leurs droits respectés, mais le temps presse.

Demandez à la Norvège d'écouter Ellinor et le peuple sâme et aidez-les à protéger leur terre, leurs moyens de subsistance et leur culture.

ÉCRIVEZ AU PREMIER MINISTRE

Réclamez que les droits des communautés sâmes qui pratiquent l'élevage de rennes soient protégés en mettant immédiatement un terme aux projets industriels éoliens qui menacent leurs terres et leur mode de vie : ils ne peuvent pas se concrétiser sans le consentement préalable des populations concernées, donné librement et en connaissance de cause.

ADRESSE : Premier ministre de la Norvège
Office of the Prime Minister
PO Box 8001 Dep,
0030 Oslo
Norvège

FORMULE D'APPEL : Monsieur le Premier ministre
COURRIEL : postmottak@smk.dep.no
FACEBOOK : www.facebook.com/regjeringennorge
X : @Regjeringen
INSTAGRAM : regjeringen
HASHTAGS : #ProtectSámiRights, #W4R25

MONTREZ À ELLINOR, À SA COMMUNAUTÉ ET À TOUS LES ÉLEVEURS DE RENNES SÂMES QUE VOUS ÊTES AVEC EUX

Envoyez un message de soutien pour les aider à se faire entendre et à défendre leur culture, leur territoire et leur futur.

ADRESSE : Ellinor Guttorm Utsi
c/o Amnesty International Norway
PO Box 702 Sentrum
0106 Oslo
Norvège

FACEBOOK : www.facebook.com/ellinor.utsi
INSTAGRAM : davvielle
HASHTAGS : #ProtectSámiRights, #W4R25

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



« NOTRE COMBAT POUR L'AMAZONIE, ET VOTRE FUTUR »

Guerreras por la Amazonía

📍 Équateur



GUERRERAS POR LA AMAZONÍA

Équateur



« Nous ne sommes pas seulement des militantes, nous sommes les filles de la terre, de nos communautés, les guerrières de la jungle qui refuse de mourir. Nous sommes l'Amazonie qui résiste aux ravages de l'industrie pétrolière, en raison de laquelle nos communautés et notre planète brûlent. »

Les *Guerreras por la Amazonía* (Guerrières pour l'Amazonie) forment un groupe de militantes âgées de 10 à 20 ans. Elles se battent aux côtés de l'Union des personnes affectées par les opérations de Texaco (UDAPT) ainsi que du collectif *Eliminen los Mecheros, Enciendan la Vida* (Éliminez les torchères, rallumez la vie) pour protéger leurs communautés face aux fumées toxiques et aux dégâts environnementaux causés par le torchage du gaz. Utilisé dans le cadre de l'extraction du pétrole, le torchage compte parmi les causes principales de la crise climatique.

En 2020, avec le soutien de l'UDAPT, les *Guerreras por la Amazonía* ont intenté une action en justice contre l'État équatorien et ont obtenu gain de cause. En 2021, une décision historique a été rendue, exigeant du gouvernement équatorien qu'il mette fin à l'utilisation des torchères. Pourtant, les « monstres de feu » continuent de brûler.

Au lieu d'être saluées pour leur courage, les jeunes militantes se trouvent confrontées à la stigmatisation ainsi qu'à de violentes manœuvres d'intimidation. Plutôt que d'enquêter sur les menaces dont elles font l'objet, les autorités équatoriennes leur ont fait savoir qu'elles ne bénéficieraient de protection qu'à condition de cesser leurs activités militantes.

Demandez à l'Équateur d'éliminer les torchères et de protéger les défenseur-e-s du climat.

ÉCRIVEZ AU PRÉSIDENT

Appelez les autorités équatoriennes à respecter la décision exigeant l'élimination des torchères et à protéger les défenseur-e-s du climat.

ADRESSE : Président de l'Équateur
Palacio de Carondelet
García Moreno N10-43 entre
Chile y Espejo
Quito 170401
Équateur

FORMULE D'APPEL : Monsieur le Président
FACEBOOK : www.facebook.com/DanielNoboaOk
X : @DanielNoboaOk
INSTAGRAM : [danielnoboak](https://www.instagram.com/danielnoboak)
TIKTOK : [danielnoboak](https://www.tiktok.com/@danielnoboak)
HASHTAGS : #EliminaLaMecha, #EnciendeLaVida, #TurnOnLife, #W4R25

MONTREZ AUX MEMBRES DES GUERRERAS POR LA AMAZONÍA ET DE L'UDAPT AINSI QU'À LEURS COMMUNAUTÉS QUE VOUS LES SOUTENEZ

Envoyez vos messages à ces jeunes défenseurs du climat et dites-leur que leur combat pour la planète est une source d'inspiration dans le monde entier.

ADRESSE : Guerreras por la Amazonía
c/o UDAPT
Av. Venezuela y Progreso
Lago Agrio, 210150
Équateur

FACEBOOK : www.facebook.com/GuerrerasxAmazonia
X : @GuerrerasxAM
INSTAGRAM : [guerrerasamazonia](https://www.instagram.com/guerrerasamazonia)
HASHTAGS : #EliminaLaMecha, #EnciendeLaVida, #RemoveTheWick, #IgniteLife, #W4R25

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



UN DÉFENSEUR DES RIVIÈRES ET DES FORÊTS ASSASSINÉ

Juan López

📍 Honduras



Juan López était un père et un mari aimant. Figure de sa communauté religieuse, il pratiquait sa foi en servant les autres, toujours prêt à apporter son aide aux plus vulnérables. Il aimait discuter avec ses ami-e-s autour d'un café, danser et passer du temps près de la mer avec sa famille. Ses ami-e-s le décrivent comme un rêveur.

Depuis 2015, Juan défendait sans relâche son environnement du nord du Honduras face aux projets miniers et énergétiques menaçant les rivières, les forêts et le parc national Carlos Escaleras Mejía. Les communautés locales craignent en effet que ces projets ne mettent gravement en péril les écosystèmes alentours et la qualité de l'eau.

C'est dans ce contexte que Juan et d'autres militant-e-s ont fondé le Comité municipal de défense des biens publics et communs de Tocoa, afin de contester pacifiquement la légalité desdits projets. Mais leurs efforts se sont heurtés à des actes de harcèlement, de menace et de criminalisation. Plusieurs membres du Comité ont été arrêtés et emprisonnés. Certains ont même été tués.

Le 14 septembre 2024, Juan venait de sortir de l'église quand il a été abattu dans sa voiture par un individu masqué. Le tireur présumé et deux potentiels complices ont été inculpés de meurtre et sont actuellement en détention provisoire. Cependant, les personnes qui ont commandité le meurtre de Juan n'ont pas été amenées à rendre des comptes.

Demandez justice pour Juan López.

ÉCRIVEZ AU PROCUREUR GÉNÉRAL

Demandez au Procureur général de mener une enquête indépendante et impartiale sur l'homicide de Juan López dans les meilleurs délais, afin d'identifier tous les responsables de ce crime, y compris les commanditaires, et de les traduire en justice dans le cadre de procès équitables.

ADRESSE : Procureur général
Public Prosecutor's Office
Avenida República Dominicana
Colonia Lomas del Guijarro
Tegucigalpa M.D.C
Honduras

FORMULE D'APPEL : À l'attention du procureur général
COURRIEL : fiscaligenerallnd@gmail.com / mprelacionespublicas@gmail.com
X : @MP_Honduras / @johelzelaya
HASHTAGS : #JusticiaParaJuanLópez, #W4R25

MONTREZ À LA FAMILLE ET À LA COMMUNAUTÉ DE JUAN QUE LE MONDE LES SOUTIENT

Envoyez des messages de solidarité aux proches de Juan et à sa communauté, pour leur montrer que vous les soutenez dans leur lutte pour la justice. Les rivières et la nature étaient très importantes pour Juan : vous pouvez ajouter des dessins à vos messages.

ADRESSE : Famille et communauté de Juan López
c/o Amnesty International
Americas Regional Office
Central America Team
Calle Luz Saviñón 519
Colonia del Valle
Benito Juárez
03100 Mexico City
Mexique

FACEBOOK : www.facebook.com/people/Comité-Municipal-en-Defensa-de-los-Bienes-Comunes-y-Públicos/100082713284780/
X : @guapinolre
HASHTAGS : #JusticiaParaJuanLópez, #W4R25

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



UNE JOURNALISTE EMPRISONNÉE POUR AVOIR DÉNONCÉ DES FAITS PRÉSUMÉS DE CORRUPTION

Makhabat Tajibek kyzy

📍 Kirghizistan



MAKHABAT TAJIBEK KYZY

📍 Kirghizistan



Issue d'une famille de poètes, de juges et de responsables politiques, Makhabat Tajibek kzy a grandi dans un environnement créatif et porté sur les droits humains. La poésie fait partie intégrante de la culture du kirghize, et les poètes manient le langage pour exprimer les difficultés de la population et critiquer les autorités. Pour Makhabat, le métier de journaliste s'est imposé comme une évidence. Il lui permettait d'amplifier des voix et de partager des histoires.

En 2022, Makhabat se trouvait à la tête de l'un des principaux médias d'investigation du Kirghizistan. Elle dénonçait des actes de corruption présumée au plus haut niveau, et écrivait sur des problèmes sociaux profondément ancrés, notamment les inégalités, donnant ainsi une voix aux personnes concernées.

Ce travail essentiel n'était pas sans risque. Dans un contexte d'intensification de la répression contre le journalisme indépendant, Makhabat est devenue une cible. En décembre 2023, elle a reçu des menaces d'emprisonnement, de torture et d'expulsion. Ne se laissant pas intimider, Makhabat a juré de continuer son travail.

À peine quelques semaines plus tard, en janvier 2024, les autorités ont effectué une descente à son domicile et l'ont arrêtée. Les accusations retenues contre elle, « appels à la violence contre les citoyens » et « appels à la désobéissance active et à des émeutes de masse », n'ont aucun fondement. Aucun élément de preuve ne vient corroborer ces chefs d'inculpation. Pourtant, en octobre 2024, Makhabat a été condamnée à six ans de prison.

Son jeune fils grandit désormais sans sa mère.

Appelez le Kirghizistan à libérer immédiatement Makhabat et à réexaminer son affaire sans délai.

ÉCRIVEZ AU PROCUREUR GÉNÉRAL

Demandez au procureur général de réexaminer le dossier de Makhabat, de veiller à sa libération immédiate et son acquittement complet, ainsi que de garantir qu'elle puisse poursuivre ses activités professionnelles au Kirghizistan sans restrictions injustifiées.

ADRESSE : Procureur général
General Prosecutor's Office
Toktonaliev Street, 139
Bishkek
720040
Kirghizistan

FORMULE D'APPEL : Monsieur le Procureur général
COURRIEL : statement@prokuror.kg
FACEBOOK : www.facebook.com/prokuraturakg
INSTAGRAM : [genprokuratura_kr](https://www.instagram.com/genprokuratura_kr)
HASHTAGS : #MakhabatBoshtonduk, #FreeMakhabat, #W4R25

ENVOYEZ DES LETTRES ET DES MESSAGES D'ESPOIR À MAKHABAT

Aidez Makhabat à garder le moral et faites-lui savoir qu'elle n'est pas seule. Parlez-lui de la musique traditionnelle et du folklore de votre pays, deux choses très importantes à ses yeux.

ADRESSE : Makhabat Tajibek kzy,
1991 year of birth
Correctional Facility No. 2
selo Stepnoye
Alamudun District
724328
Kirghizistan

FACEBOOK : www.facebook.com/temirovlive
INSTAGRAM : [temirovlive](https://www.instagram.com/temirovlive)
X : @TemirovLive
HASHTAGS : #MakhabatBoshtonduk, #FreeMakhabat, #W4R25

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



CONDAMNÉ·E·S POUR AVOIR PROTÉGÉ L'ENVIRONNEMENT

Mother Nature Cambodia

📍 Cambodge

CAMBODIA MOTHER NATURE

📍 **Cambodge**

Chandaravuth Ly, Keoraksmei Phuon, Kunthea Long, Leanghy Yim, Ratha Sun et Ratha Thun partagent le même amour pour le café, les livres, la randonnée et surtout pour la nature. Au sein de leur groupe militant, Mother Nature Cambodia, ils ont courageusement défendu l'environnement contre les actions néfastes des entreprises et du gouvernement.

En 2015, le groupe a réussi à interrompre le développement d'un barrage hydroélectrique qui aurait provoqué une déforestation de masse. En 2016, il a obtenu l'interdiction des exportations de sable, protégeant ainsi les zones côtières de la dégradation.

Cet engagement en faveur de l'environnement a inspiré des jeunes aux quatre coins du pays, mais a coûté cher aux membres du groupe. Ces derniers ont fait l'objet d'interpellations et de poursuites de la part des autorités à plusieurs reprises. En 2020, trois membres ont été arrêtés pour avoir manifesté pacifiquement contre le remplissage d'un lac. Un an plus tard, trois autres ont été arrêtés alors qu'ils enquêtaient sur la pollution d'une rivière.

En juin 2024, ces militant-e-s ont été condamnés à des peines allant de six à huit ans de prison. Leur crime ? Vouloir protéger l'environnement qu'ils aiment tant. Ratha Sun a fui le Cambodge pour poursuivre le travail du groupe, mais les cinq autres militant-e-s font face à des conditions de détention très dures.

Demandez la libération immédiate des cinq militant-e-s en détention et l'annulation de toutes les condamnations prononcées contre les membres de Mother Nature Cambodia.

ÉCRIVEZ AU PREMIER MINISTRE DU CAMBODGE

Demandez la libération immédiate et sans condition des cinq militant-e-s en détention, et l'annulation de toutes les condamnations prononcées contre les membres de Mother Nature Cambodia.

ADRESSE : Premier ministre du Cambodge
À envoyer à l'ambassade ou au consulat du Cambodge dans votre pays ou dans un pays voisin.
(Prenez une photo de vos lettres et publiez-la sur les réseaux sociaux avant de les envoyer à l'ambassade ou au consulat.)

FORMULE D'APPEL : Monsieur le Premier ministre
COURRIEL : ocm@cambodia.gov.kh
FACEBOOK : www.facebook.com/p/Hun-Manet-100069511484329/
@Dr_Hunmanet_PM
X : dr.hunmanetofcambodia
INSTAGRAM : #FreeMotherNatureCambodia,
HASHTAGS : #FreeOurFriends, #W4R25

MONTREZ VOTRE SOUTIEN AUX MEMBRES DE MOTHER NATURE CAMBODIA

Envoyez des messages de solidarité pour montrer au groupe que vous le soutenez dans sa lutte pour la protection de l'environnement. Pour accompagner vos messages, vous pouvez dessiner des rivières, des forêts et des animaux.

ADRESSE : Amnesty International
Canada francophone
Maison du développement durable
50 Ste Catherine West Street, office 500
Montréal (Québec) H2X 3V4
Canada

FACEBOOK : www.facebook.com/mothernaturecambodia/
@CambodiaMother
X : mothernaturecambodia
INSTAGRAM : #FreeMotherNatureCambodia,
HASHTAGS : #FreeOurFriends, #W4R25

**ÉCRIRE
POUR LES
DROITS**

AMNESTY
INTERNATIONAL



EMPRISONNÉ ET BATTU POUR SON TRAVAIL DE JOURNALISTE

Sai Zaw Thaike

📍 Myanmar





Myanmar

Le journalisme est une activité extrêmement dangereuse au Myanmar : plus de 200 journalistes ont été emprisonnés par l'armée depuis le coup d'État militaire de 2021, et au moins sept auraient été tués. Des médias ont été interdits et contraints à l'exil.

Malgré ce danger, lorsque le cyclone Mocha a frappé le Myanmar en mai 2023, le photojournaliste Sai Zaw Thaike s'est secrètement rendu dans l'État d'Arakan, déterminé à documenter les dégâts.

Il s'est intégré à une équipe d'aide d'urgence. Il a été arrêté une semaine plus tard. Il a été interrogé, roué de coups et, en septembre 2023, un tribunal militaire l'a condamné à 20 ans de prison assortis de travaux forcés. Son procès a duré seulement un jour.

Sai Zaw devrait pouvoir faire son travail de journaliste librement. Il devrait aussi pouvoir être chez lui, passer du temps avec sa famille et faire les choses qu'il aime, comme jouer au foot, regarder les matchs de Manchester United et voir ses ami-e-s. Il devrait pouvoir s'occuper de ses chats qu'il adore.

Au lieu de cela, il est emprisonné. Il a subi des passages à tabac par le personnel pénitentiaire et des périodes de détention à l'isolement.

Demandez à l'armée du Myanmar de libérer immédiatement Sai Zaw Thaike.

ÉCRIVEZ À LA JUNTE MILITAIRE DU MYANMAR

Signez la pétition pour demander à l'armée myanmaraise de libérer immédiatement Sai Zaw Thaike. Il a été condamné à 20 ans de prison simplement pour avoir fait son travail.

ADRESSE : Junte militaire du Myanmar – À envoyer à l'ambassade ou au consulat du Myanmar dans votre pays ou dans un pays voisin.

FORMULE D'APPEL : À la Junte militaire du Myanmar
COURRIEL : sacministry1234@gmail.com
www.sacministry.gov.mm/en/contact-us
www.seniorgeneralminaunghlaing.com.mm/en/contact/

AIDEZ SAI ZAW À GARDER ESPOIR

Envoyez-lui des messages de solidarité et d'espoir. Vous pouvez faire des dessins de chats (il en a plusieurs) pour accompagner votre message.

ADRESSE : Sai Zaw Thaike
c/o Amnesty International
East and Southeast Asia and
the Pacific Regional Office
M. Thai Tower
All Seasons Place
87 Wireless Road
Lumpini, Phatumwan
Bangkok 10330
Thaïlande

FACEBOOK : www.facebook.com/myanmarnownews
X : @Myanmar_Now_Eng
INSTAGRAM : @Myanmar_Now_Eng
HASHTAGS : #FreeSaiZaw, #FreeSZT, #W4R25

**ÉCRIRE
POUR LES
DROITS**

AMNESTY
INTERNATIONAL

A portrait of Sonia Dahmani, a woman with short dark hair, smiling, wearing a white top with grey trim and large hoop earrings. The background is a light pink world map with red grid lines. In the bottom right corner, there is a semi-circular inset showing a red-tinted aerial view of a city.

EMPRISONNÉE ET RÉDUITE AU SILENCE POUR S'ÊTRE EXPRIMÉE

Sonia Dahmani

📍 Tunisie



Tunisie

Sonia Dahmani adore la mer, les longues journées à la plage avec ses ami-e-s et les soirées tranquilles devant un film. Elle aime profondément l'art sous toutes ses formes : tableaux, expositions, théâtre, musique... Mais ce qui compte le plus pour Sonia, c'est sa famille, y compris Carla, sa chienne adorée.

Sonia est une avocate et chroniqueuse qui a consacré sa vie à la défense des droits humains et à la lutte pour les personnes marginalisées, en affirmant tout haut ce que les autres ont peur de dire, et ce peu importe le prix à payer. Elle dénonce ouvertement les conditions de détention inhumaines et le racisme, s'exprimant régulièrement sur ces sujets à la télévision et dans des émissions de radio.

Le 11 mai 2024, des policiers masqués ont effectué une violente descente au siège de l'Ordre national des avocats à Tunis et ont interpellé Sonia. Elle a été placée en détention à la prison de Manouba, où elle demeure emprisonnée depuis. Les autorités tunisiennes ont condamné Sonia pour « diffusion de fausses nouvelles », et des enquêtes la visant pour des motifs politiques sont encore en cours. Elle risque une longue peine de prison pour avoir dénoncé des injustices. Il s'agit de toute évidence d'une manœuvre visant à la réduire au silence.

Sonia est maintenue en détention dans des conditions inhumaines. Sa cellule est infestée de rats, et elle a subi des traitements dégradants de la part des autorités pénitentiaires. Elle est privée d'accès aux soins, et notamment aux médicaments dont elle a besoin.

Demandez la libération immédiate de Sonia.

ÉCRIVEZ AU PRÉSIDENT

Demandez aux autorités tunisiennes de libérer immédiatement et sans condition Sonia Dahmani, d'annuler ses condamnations et d'abandonner toutes les charges retenues contre elles, car elle est détenue uniquement pour avoir exercé son droit à la liberté d'expression.

ADRESSE : Président de la République tunisienne
Palais présidentiel de Carthage
Route de la Goulette
Site archéologique de Carthage
Tunis
Tunisie

FORMULE D'APPEL : Monsieur le Président
COURRIEL : contact@carthage.tn
FACEBOOK : www.facebook.com/Presidence.tn
X : @TnPresidency
HASHTAGS : #FreeSonia, #W4R25

MONTREZ À SONIA QU'ELLE N'EST PAS SEULE

Envoyez des messages d'espoir et de solidarité à Sonia. Faites-lui savoir que vous la soutenez dans sa lutte pour la défense des droits humains en Tunisie. Vous pouvez faire des dessins de chiens (celui de Sonia s'appelle Carla) pour accompagner votre message.

ADRESSE : Sonia Dahmani
c/o Amnesty International Tunisie
5 rue Zouhair Ayadi
El Menzah 4
Ariana, Tunis 1082
Tunisie

INSTAGRAM : [freesoniadahmani](https://www.instagram.com/freesoniadahmani)
HASHTAGS : #FreeSonia, #W4R25

**ÉCRIRE
POUR LES
DROITS**

AMNESTY
INTERNATIONAL



IL A PERDU LA VIE DANS UN ENDROIT OÙ IL AURAIT DÛ ÊTRE EN SÉCURITÉ

Unecebo Mboteni

📍 Afrique du Sud



Unecebo Mboteni était un garçon de trois ans plein d'énergie, qui aimait se faire des ami-e-s et jouer avec ses petites voitures. On remarquait tout de suite sa présence dans une pièce.

Le 18 avril 2024, Unecebo est tombé dans les latrines à fosse de sa garderie, dans la province du Cap-Est en Afrique du Sud. Il est mort le lendemain.

Depuis 2018, deux petites filles sont également mortes après un accident similaire dans la province du Cap-Est. Pourtant, la perte tragique de ces jeunes vies n'a pas été un argument suffisant pour éradiquer les latrines à fosses dans les écoles et les garderies. Malheureusement, en Afrique du Sud, l'éducation d'un enfant dépend encore de l'endroit où il naît, des moyens de sa famille et de la couleur de sa peau. Comme le père d'Unecebo l'a déclaré, « mon fils est mort dans un piège à pauvres ».

Un an plus tard, ni la garderie ni le ministère de l'Éducation de base n'ont contacté la famille pour lui dire si les latrines à fosse avaient été détruites ou pour l'informer de l'avancée de l'enquête sur la mort du petit garçon. La famille cherche à obtenir des réponses sur les circonstances de ce tragique accident, mais en vain.

Unecebo a perdu la vie dans un endroit où il aurait dû être en sécurité.

Sa famille a droit à des réponses.

Demandez justice pour Unecebo Mboteni.

ÉCRIVEZ À LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION DE BASE

Demandez que l'enquête sur la mort d'Unecebo soit menée à bien, que les résultats soient publiés et que les responsables soient amenés à rendre des comptes.

ADRESSE : Ministère de l'Éducation de base
Ministry of Basic Education
Private Bag X9034
Cape Town, 8000
Afrique du Sud

FORMULE D'APPEL : Madame la Ministre
COURRIEL : Dlanga.S@dbe.gov.za / Vangqa.L@dbe.gov.za
FACEBOOK : www.facebook.com/SiviweGwarubeMP
X : @Siviwe_G
INSTAGRAM : siv_gwarube
HASHTAGS : #JusticeForUnecebo, #W4R25

FAITES SAVOIR À LA FAMILLE D'UNECEBO QUE VOUS LA SOUTENEZ DANS SON COMBAT POUR LA JUSTICE

Envoyez-leur des messages d'espoir et de solidarité pour leur montrer qu'ils ne sont pas seuls dans leur quête de justice.

ADRESSE : Famille d'Unecebo
c/o Amnesty International South Africa
97 Oxford Road, Rosebank
Johannesburg, 2916
Afrique du Sud

HASHTAGS : #JusticeForUnecebo, #W4R25

Amnesty International est un mouvement mondial réunissant plus de 10 millions de personnes qui agissent pour que les droits fondamentaux de chaque individu soient respectés.

La vision d'Amnesty International est celle d'un monde où chacun·e peut se prévaloir de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres textes internationaux relatifs aux droits humains.

Essentiellement financée par ses membres et les dons de particuliers, Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, de toute tendance politique, de toute puissance économique et de tout groupement religieux.

**ÉCRIRE
POUR LES
DROITS**

AMNESTY
INTERNATIONAL



SECRÉTARIAT INTERNATIONAL
D'AMNESTY INTERNATIONAL
www.amnesty.org/fr

Courriel : contactus@amnesty.org

Téléphone : +44 20 7413 5500

Peter Benenson House,
1 Easton Street,
Londres WC1X 0DW,
Royaume-Uni

Index AI : ACT 30/9347/2025

French, Septembre 2025

*Photos : © Amnesty International sauf
indication contraire*

